

V. Le 9 novembre

Le vendredi soir 8 novembre, en conseil des ministres, le ministre prussien de l'Intérieur Drews tira sa montre et dit : « 9 h 30. Il nous faut ajourner cette réunion. Demain il y a grève générale, et l'on peut s'attendre à des troubles sanglants. Tout dépend de savoir si l'armée tiendra ou pas. Si c'est non, il n'y aura plus de gouvernement de Prusse. » Le ministre de la Guerre Scheüch, piqué, rétorqua : « Qu'est-ce qui donne à penser à Votre Excellence que l'armée risque de ne pas tenir ? »

À peu près au même moment, Richard Müller, responsable d'un groupe clandestin qui, depuis quelques jours, préparait l'insurrection pour le lundi suivant, se trouvait à Hallesches Tor. « Des colonnes d'infanterie lourdement armées, des compagnies de mitrailleurs et de l'artillerie légère de campagne passent sans cesse devant moi en direction du centre-ville. Les hommes ont l'air déterminé. J'ai le cœur serré. »

Ce qui inspirait effroi à Müller et confiance à Scheüch, c'était le quatrième régiment de chasseurs, un corps qui passait pour particulièrement fiable et qui, l'été précédent, avait été envoyé contre les révolutionnaires russes sur le front de l'Est. Il avait quitté Naumburg la veille pour venir renforcer la garnison de Berlin et, le 8 au soir, il prenait ses quartiers dans la caserne Alexander. Des grenades furent distribuées.

À cette occasion se produisit un incident : un caporal fit une remarque séditieuse. Il fut immédiatement

arrêté et emmené. Il n'y eut aucune résistance. Mais soudain, après son départ, les hommes se mirent à murmurer et à poser bien haut quelques questions, au grand effroi de leurs officiers. Ces « hommes déterminés » tenaient tout à coup d'étranges discours. Que se passait-il donc ? Qu'attendait-on d'eux, ici, à Berlin ? La fin de la guerre et l'abdication de l'empereur n'étaient-elles pas dans toutes les conversations ? Les socialistes n'étaient-ils pas au gouvernement ? Allait-on les conduire à la bataille contre ce gouvernement ? Ils ne comprenaient plus. Avant de lancer des grenades sur d'autres Allemands, ils voulaient savoir exactement de quoi il était question. Les officiers purent les calmer un peu en leur promettant qu'ils auraient tous les éclaircissements le lendemain, et les hommes allèrent se coucher, fatigués par leur longue marche. Mais le samedi matin, dès le réveil, ils s'entendirent très vite pour aller eux-mêmes chercher ces explications. Une délégation prit une voiture et se rendit au *Vorwärts*, le journal du SPD. On ne sait pas si les officiers furent mis au courant ni s'ils donnèrent leur accord.

Au *Vorwärts*, les délégués d'usine du SPD siégeaient depuis 7 heures. Ils attendaient des nouvelles de l'abdication : avait-elle eu lieu ? Sinon, « on y allait ». Ils s'impatienzaient. Ils n'étaient plus très sûrs de leur influence dans les usines. Des leaders plus radicaux commençaient à être plus écoutés qu'eux et, s'il ne se passait rien, « on » pourrait bien « y aller » sans eux. Les soldats déboulèrent dans cette réunion agitée. Étaient-ils venus arrêter les militants ? Tout était possible. Ils se tenaient, lourdement armés, l'air assuré, dans l'encadrement

de la porte. Ils exigeaient que quelqu'un vienne sur-le-champ avec eux pour expliquer la situation aux troupes. Que signifiait cela ? Le délégué SPD Otto Wels se jeta à l'eau. C'était un homme trapu, robuste, aux manières simples. Il monta dans la voiture avec les soldats, seul civil au milieu d'hommes armés et silencieux. Il ignorait ce qui l'attendait.

Dans la cour de la caserne Alexander, tous les soldats étaient rassemblés en ordre militaire derrière leurs officiers. Wels ne savait rien de leur état d'esprit. Hissé sur un camion, il se mit à parler. Il commença prudemment, en se gardant bien de tout appel à la sédition. Il parla tristement et du fond du cœur de la guerre perdue, des dures conditions imposées par Wilson, de l'aveuglement du Kaiser, de l'espoir de paix. Tout en parlant, il sentit peu à peu les hommes adhérer à son discours, les officiers s'inquiéter. Il tâtonnait, prenait son temps. Puis il se risqua : « Il est de votre devoir d'empêcher la guerre civile ! J'en appelle à vous : vive l'État populaire libre ! » Il y eut un rugissement. Il avait gagné. Les soldats se précipitèrent et entourèrent le véhicule sur lequel il se tenait debout, cible facile si quelqu'un s'avisait de tirer. Mais aucun officier ne tira. Accompagné de soixante hommes qui auraient à protéger le *Vorwärts*, il revint triomphalement au journal, puis se rendit dans les autres casernes de la garnison de Berlin. Il savait maintenant ce qu'il avait à faire et comment prendre les soldats. Les chasseurs de Naumburg le lui avaient appris.

Il était 9 heures. Les rues étaient calmes, les ouvriers encore au travail. La révolution n'avait pas commencé dans la capitale mais son sort était déjà

décidé. Les forces armées de Berlin étaient entre les mains du SPD : cela signifiait, aujourd'hui même, la fin de l'Empire ; et demain, la fin de la révolution.

Tandis que Wels retournait au *Vorwärts* avec son escorte armée, à Spa, Hindenburg et Groener entraient chez le Kaiser pour l'informer que l'armée n'était plus derrière lui. La veille au soir, à peu près au moment où le ministre prussien de l'Intérieur se demandait avec angoisse « si l'armée tiendrait ou non », ils avaient appris une terrible nouvelle : les hommes de la deuxième division des gardes (constituée à partir de la garde personnelle du roi de Prusse, ramenée du front et dirigée vers Aix-la-Chapelle pour reconquérir Cologne insurgée et assurer ainsi une voie sûre aux armées revenant des champs de bataille) avaient « refusé l'obéissance à leurs officiers » et s'étaient « mis en marche, contre l'ordre exprès de leurs supérieurs, en vue de rentrer dans leurs foyers ». La deuxième division des gardes ! Si l'on ne pouvait plus compter sur elle, il n'y avait plus d'espoir.

Ce matin-là, on avait convoqué trente-neuf chefs d'unités du front pour leur demander si leurs troupes seraient prêtes à se battre pour l'empereur contre la révolution. Hindenburg et Groener enregistrèrent brièvement leur réponse avant de se rendre chez l'empereur, laissant le colonel Heye, chef du département des opérations, les interroger plus longuement. Cette réponse allait dans le même sens que la nouvelle concernant la deuxième division des gardes : les troupes n'étaient plus utilisables dans une guerre civile.

La veille dans la matinée, lors du rapport, le Kaiser avait encore annoncé son intention de rétablir l'ordre dans son pays, à la tête de son armée, sitôt après l'armistice. Il avait même ordonné formellement à Groener de préparer l'opération. Groener allait devoir lui expliquer que son ordre ne pourrait être exécuté. Il le fit de manière circonstanciée, sèche et objective, en illustrant son propos de force détails techniques. Son rapport culminait avec la phrase : « L'armée rentrera dans sa patrie en bon ordre et sous l'autorité de ses officiers et de ses généraux, mais pas sous la conduite de Votre Majesté. » La phrase si souvent citée, « Le serment au drapeau n'est plus qu'une chimère », n'a pas été prononcée en cette occasion mais plus tard, et d'ailleurs elle ne s'adressait pas directement au Kaiser mais à d'autres officiers. Peu après, le colonel Heye, qui avait recueilli l'avis de chacun des trente-neuf officiers convoqués, confirma à l'empereur : « L'armée peut aussi rentrer seule sous les ordres de ses généraux, mais si Votre Majesté veut faire retour avec elle, elle appréciera et s'en réjouira. Seulement, l'armée ne se battra plus, ni au-dehors, ni au-dedans. »

Spa apprenait ainsi que l'armée du front était aussi inutilisable que la garnison de Berlin contre la révolution. L'Empire ne disposait plus d'aucun instrument de pouvoir pour défendre son existence.

Lorsque le chancelier Max de Bade apprit la nouvelle, ce matin-là, il comprit clairement ce qu'il formulait plus tard ainsi : « Nous ne pouvons plus battre la révolution, mais seulement l'étouffer. » Le général Groener dut être traversé de la même idée. Étouffer la révolution, c'est-à-dire lui accorder un

semblant de victoire, la laisser occuper des espaces préalablement évacués, pour l'acculer ensuite dans un coin. Concrètement : l'empereur devait abdiquer, le gouvernement à demi social-démocrate devait devenir complètement social-démocrate, et le chancelier devait s'appeler Friedrich Ebert. Ce serait à lui, le vainqueur apparent, saisi de crainte devant une victoire si facile, de renvoyer dans ses foyers la révolution éberluée et de rétablir l'ordre. Comme le disait le prince Max : répéter à grande échelle ce que Noske avait fait à Kiel.

Ebert y était tout disposé. Le prince le savait, et le général Groener le supputait. Les trois hommes s'attelèrent à la tâche commune au plus tard le 9 novembre au matin. Tous trois suivaient le même plan ; mais pas tout à fait le même horaire, de sorte que la dramaturgie de cette journée présente, à côté des passions et des tensions, quelques traits d'une comédie. Ce matin-là, Groener croyait pouvoir disposer de quelques jours avant l'armistice. Le prince Max estimait le délai à quelques heures, Berlin semblait encore si calme. Ebert, lui, n'avait plus une minute à perdre : à la pause du petit-déjeuner, partout dans les usines, les ouvriers s'étaient réunis et avaient formé leurs colonnes. Si le SPD ne se mettait pas immédiatement à leur tête, il en perdrait le contrôle.

Il s'ensuivit qu'Ebert dut agir sans attendre le prince Max, et ce dernier, sans attendre Groener ; que toute la journée, à Spa, on tourna encore autour du problème de l'abdication, tandis qu'à Berlin personne n'y songeait plus depuis longtemps ; que le prince Max, après des heures de combat intérieur, rendit publique une abdication qui n'avait pas eu lieu ; et

que cette information arriva encore trop tard pour changer le cours des événements.

À peu près rien de ce qui fut au centre des préoccupations et des angoisses des dignitaires du Reich en ce jour n'avait plus, en réalité, la moindre importance. À Spa comme à la chancellerie, ils jouèrent le dernier acte de l'Empire jusqu'au bout et en y mettant leur âme, alors que plus rien n'en dépendait. Ils étaient comme des acteurs qui continueraient à déclamer leurs vers en roulant des yeux et en gesticulant après le baisser de rideau.

Le matin, peu après 9 heures, Spa téléphonait à la chancellerie (en utilisant une ligne directe secrète qui jouerait un rôle crucial par la suite) pour annoncer que le Commandement suprême était maintenant prêt à aviser l'empereur que l'armée n'était plus à ses côtés. La chancellerie transmit aussitôt cette information par téléphone à Ebert : révolution superflue, abdication suit. Ebert répondit : « Trop tard. Les dés sont jetés. Une usine est déjà dans la rue. » Après une courte pause, il ajouta : « Nous allons voir ce que nous pouvons faire. »

Mais si pour Ebert – et à son grand regret – il était trop tard, il était encore beaucoup trop tôt à Spa pour qu'une décision définitive soit prise. Certes, à 11 heures, l'empereur parla pour la première fois d'abdication, en privé, à son conseiller personnel. Il le fit sur un ton morose et dédaigneux : « Je règne depuis assez longtemps pour savoir que c'est un métier ingrat. Je m'en passerais très bien. » Mais c'était encore loin d'être une véritable décision et, au cours des heures suivantes, il lui vint soudain une nouvelle idée : renoncer à l'Empire, mais rester roi

de Prusse. À midi, le prince héritier fit son entrée, fringant et enjoué comme toujours : « On n'a pas encore collé au mur ces quelques matelots ? » Père et fils eurent une conversation dans le parc. Personne n'entendit ce qu'ils se dirent ; tout paraissait remis en question. De Berlin parvenaient des appels de plus en plus pressants : « Il faut immédiatement annoncer l'abdication si l'on veut que cette annonce ait encore le moindre effet, chaque minute compte. » Spa répondait d'un air offensé qu'une décision aussi importante ne se prenait pas à la légère. Sa Majesté était résolue, mais il fallait encore trouver les termes de la déclaration, et Berlin était prié de patienter.

À midi, lorsqu'on apprit, au siège du gouvernement, que d'énormes cortèges d'ouvriers venus des faubourgs affluaient vers le centre, le chancelier perdit patience. Il tenait prête depuis des heures l'annonce de l'abdication. Il donna l'ordre de la publier, sachant parfaitement qu'elle était fausse. L'agence officielle de presse communiqua :

« L'empereur et roi [de Prusse] a pris la décision de renoncer au trône. Le chancelier ne reste en fonction que le temps que soient réglées les questions liées à l'abdication, à la renonciation du prince héritier au trône impérial et royal et à la mise en place d'une régence. Il a l'intention de soumettre au régent la proposition de nommer chancelier le député Ebert, ainsi qu'un projet de loi pour la tenue immédiate d'élections à une assemblée constituante allemande, à laquelle il incomberait de fixer définitivement la forme future de l'État du peuple allemand, y compris des populations qui souhaiteraient être incluses dans les frontières du Reich. »

Le prince Max avait l'impression de faire quelque chose d'énorme en anticipant ainsi la décision de l'empereur. Il avait lutté des heures avec lui-même avant de s'y résoudre, et de fait, pour un homme de son origine et de son rang social, cet acte aurait constitué une félonie historique s'il avait eu la moindre conséquence. Mais il n'en eut aucune. Le geste du prince-chancelier fait penser à ce numéro de cirque où le clown gesticule comme si c'était lui qui dirigeait tout le spectacle. Il en fut de même d'une autre décision prise peu après. Le commandant de la place de Berlin, le général von Linsingen, demanda si, compte tenu du fait que la plus grande partie des soldats ne feraient pas usage de leurs armes, il fallait néanmoins donner l'ordre de faire feu. Le chancelier, après avoir pris conseil en hâte auprès de son état-major, s'arracha la réponse suivante : « Uniquement pour protéger la vie des citoyens et les édifices de l'État. » Réponse qui se perdit dans les airs car Linsingen avait entre-temps décidé, faute de pouvoir attendre davantage et sous la pression des événements, que « les troupes ne sont pas tenues de faire usage de leurs armes, y compris pour la défense des bâtiments publics ». Cet ordre lui-même venait trop tard, car lorsqu'il parvint aux soldats, ceux-ci fraternisaient massivement avec les ouvriers qui se portaient au-devant d'eux, et étaient bien loin de songer à tirer.

Entre-temps, Ebert avait fait son apparition, quelques minutes après midi, à la chancellerie, explicitement mandaté par la direction du SPD pour exiger la démission du gouvernement « afin que le calme et l'ordre ne soient pas troublés ». On venait à

peine de rendre publique l'information selon laquelle le chancelier resterait en fonction jusqu'à ce que la question de la régence soit réglée, mais ce dernier n'opposa aucune résistance. Au fond, lui et Ebert voulaient la même chose, et il était grandement soulagé de ce qu'Ebert se montrât disposé à lui retirer toute responsabilité. Il lui céda donc son siège de chancelier – de chancelier du gouvernement impérial, alors qu'il venait officiellement, fût-ce fallacieusement, d'annoncer l'abdication du Kaiser. Même s'il ne l'avait pas fait, l'opération eût été parfaitement inconstitutionnelle, car jamais chancelier n'eut le droit de nommer son successeur ! Quoi qu'il en soit, Ebert reprenait tel quel l'ancien gouvernement, au chancelier près ; les anciens secrétaires d'État restaient en fonction, y compris le ministre prussien de la Guerre von Scheüch. Son premier acte officiel fut un appel aux ouvriers qui manifestaient dans Berlin : « Concitoyens ! Celui qui était jusqu'ici chancelier vient de me transmettre, avec l'accord de tous les secrétaires d'État, les pouvoirs de sa fonction... Concitoyens, je vous en conjure : laissez la rue ! Veillez à l'ordre et au calme ! » À vrai dire, lui aussi venait un peu tard. L'appel à quitter la rue eut aussi peu d'effet que la fausse annonce de l'abdication et le demi-ordre de tirer émis par le prince Max. Les masses étaient dehors par centaines de milliers et avaient atteint à ce moment-là (vers 13 heures) le centre-ville. Les tracts portant l'appel d'Ebert tombèrent au ruisseau sans un regard.

Tous les gens importants allèrent alors déjeuner, tandis que cette tragi-comédie qui tournait à vide se poursuivait. Il y eut trois scènes remarquables.

La première eut lieu au Reichstag, où Ebert et Scheidemann plongeaient alors leurs cuillers dans l'aqueuse soupe de patates qui faisait l'ordinaire de la cantine – mais pas à la même table : les deux principaux dirigeants du SPD ne s'aimaient guère. Pendant le repas, on apprit qu'un immense cortège avait atteint le Reichstag. Les manifestants demandaient Ebert et Scheidemann, ils scandaient « À bas l'empereur, à bas la guerre ! » et aussi : « Vive la république ! » Des députés se précipitèrent à la cantine et pressèrent Ebert et Scheidemann de parler à la foule. Ebert secoua la tête et continua à manger. Mais Scheidemann, qui était un orateur populaire éblouissant et en tirait quelque vanité, planta là son déjeuner et s'élança dans les pompeux couloirs du Parlement. En chemin, il entendit avec amusement un groupe de députés et de hauts fonctionnaires discuter du choix du régent. Il se dirigea vers une fenêtre et l'ouvrit. Il vit l'immense foule faire silence à sa vue, la forêt des drapeaux rouges, les milliers de visages amaigris, graves, confiants, levés vers lui avec extase. Quel instant ! Il se sentit grandi, il était l'homme des discours improvisés et enflammés, c'était son talent, sa force. Sa langue se délia, les mots affluèrent. « Le peuple a gagné sur toute la ligne ! » s'écria-t-il, et il lança sous des hourras frénétiques : « Vive la République allemande ! »

Il trouvait qu'il ne s'en était pas mal tiré et retourna très satisfait à sa soupe refroidie. Mais voilà qu'Ebert se dressa près de lui, rouge de fureur. « Il frappa du poing sur la table et cria : "Est-ce vrai ?" Comme je lui répondis que non seulement c'était vrai, mais que c'était une évidence, il me fit une scène

qui me parut absolument incompréhensible. "Tu n'as pas le droit de proclamer la république! Ce que va devenir l'Allemagne, république ou autre chose, c'est une assemblée constituante qui en décidera!" » Tel est le récit de Scheidemann dans ses *Mémoires d'un social-démocrate*.

À vrai dire, Ebert aussi en prenait à son aise avec la Constituante. Quelques heures plus tard, il demanda au prince Max, qui venait prendre congé, de rester comme régent. Autrement dit, il était tout aussi disposé que Scheidemann à préjuger des décisions de la future assemblée, mais en sens inverse. Il ne voulait pas de république, il voulait encore sauver la monarchie. Mais le prince Max en avait assez, il avait fait ses valises. L'après-midi même, il quittait la capitale grondante, rentrait dans ses foyers méridionaux, et sortait de l'histoire.

Tandis qu'Ebert et Scheidemann déjeunaient au Reichstag, le Kaiser en faisait autant à Spa, dans le train impérial. Au milieu de son repas, on vint lui apporter la nouvelle, parvenue par un coup de téléphone de Berlin, que le prince Max avait annoncé son abdication. Étant, par profession, habitué à se maîtriser, il continua à manger machinalement. Puis il pâlit lentement et énonça : « Qu'un prince de Bade dépose le roi de Prusse... » Il ne termina pas sa phrase, la voix lui manqua. Il venait seulement de signer le document d'abdication, mais uniquement de son trône impérial, et s'apprêtait à s'installer dans le rôle de roi de Prusse. Et maintenant, cela! Au café, entouré d'un cercle restreint, il donna libre cours à sa colère : « C'est une trahison, une honteuse et scandaleuse trahison! » ne cessait-il de répéter en

entassant l'un sur l'autre, à mesure qu'il les rédigeait, les télégrammes de plus en plus véhéments qu'il destinait au félon. Mais aucun ne fut envoyé. Ils n'auraient d'ailleurs pas atteint leur destinataire, qui n'était déjà plus à la chancellerie.

À la chancellerie justement, l'annonce par téléphone de la « demi-abdication » avait aussi interrompu le déjeuner et rendu les ministres tout aussi furieux. « Que dites-vous là? » s'écria le sous-secrétaire d'État Wahschaffe dans l'appareil. « Il abdique comme empereur, mais pas comme roi de Prusse? Mais ça ne sert à rien, c'est impossible en droit! » À vrai dire ce n'était pas tant l'impossibilité juridique qui irritait ainsi ces messieurs du gouvernement (car tout ce qui se passait depuis quelques heures était dans le même cas) que le fait qu'ils n'aient jamais eu connaissance d'un tel plan, ce en quoi ils n'avaient pas tort : ce n'était que folle improvisation. De toute façon, nul n'y prêta attention à Berlin. L'information fut classée dans un dossier et ne fut pas rendue publique. L'abdication partielle n'entra jamais en vigueur.

Reste que l'empereur n'avait pas abdiqué le 9 novembre (il ne le ferait que trois semaines plus tard, depuis la Hollande) et que l'Empire n'était toujours pas devenu république. Que Scheidemann ait fait acclamer la république d'une fenêtre du Reichstag était juridiquement sans effet. L'annonce de l'abdication par le prince Max était tout simplement un faux. La déclaration par laquelle l'empereur se repliait sur son trône de Prusse resta un projet sans valeur officielle, enterré sans contreseing dans les dossiers de la chancellerie. L'homme qui était désor-

mais chancelier, quoique nommé de manière irrégulière, se considérait donc toujours comme chancelier du Reich et s'efforçait de sauver la monarchie.

Mais elle n'était plus sauvable. Dans la conscience de toute l'Allemagne, y compris chez les monarchistes, elle était tombée ce jour-là. Et c'est finalement le Kaiser qui lui donna le coup de grâce, non pas en abdiquant (on n'en parlait même plus), mais en s'exilant.

On ne sait pas bien qui eut l'idée de ce départ. Il n'allait pas de soi. L'empereur n'était pas personnellement en danger. Il se déplaçait tout à fait librement à Spa entre sa résidence, le quartier général et le train impérial, et la garde continuait comme devant à lui présenter les armes : la révolution n'était pas arrivée jusque-là. Les commandants du front avaient, quelques heures plus tôt, déclaré au colonel Heye que les troupes ne verraient aucun inconvénient, et même « se réjouiraient » de rentrer au pays avec leur empereur. Pourtant, après le déjeuner, tout le monde se mit soudain à parler de sa sécurité personnelle et de son futur lieu de résidence. Tous avaient l'air de penser qu'il était menacé et qu'il devait partir. Seul Groener était d'un autre avis :

« J'attire simplement votre attention sur ceci : si l'empereur a abdiqué, il peut aller où bon lui semble. S'il ne l'a pas fait, il n'a pas le droit d'abandonner son armée. Ne pas abdiquer tout en abandonnant l'armée est impossible. »

Un silence embarrassé lui répondit. Personne ne semblait vouloir comprendre. Après une courte pause, la discussion reprit sur diverses possibilités de départ, comme si Groener n'avait rien dit. Même

Hindenburg, qui s'était tenu sur la réserve toute la journée, répéta plusieurs fois : « Dans l'urgence extrême, un passage en Hollande est à envisager. » Les responsables des affaires de la Cour firent alors remarquer que, si l'empereur voulait partir, la décision devait être rapide de façon qu'on ait le temps de s'entendre avec le gouvernement hollandais. Bien que nulle véritable décision ne fût prise, on se mit bientôt à téléphoner fébrilement. À 17 heures, l'empereur, qui avait été absent pendant toute cette agitation, donna aux militaires leur congé. Il refusa de serrer la main du général Groener : « Je n'ai plus rien à faire avec vous depuis que j'ai abandonné le commandement suprême. Vous êtes un général wurtembergeois. » Manifestement, il était vexé de l'insolente suggestion de rester auprès de son armée tant qu'il n'aurait pas abdiqué ; manifestement aussi, il se sentait encore roi de Prusse. Mais le roi de Prusse abandonnait son armée.

Il y eut encore quelques hésitations. Soudain on ne parlait plus. Puis voilà qu'on parlait de nouveau. Quoi qu'il en soit, l'empereur finit par passer la nuit, valises bouclées, dans le train impérial qui, le lendemain matin à 5 heures, quitta la gare de Spa en direction de la frontière hollandaise. L'empereur, comme quelques heures plus tôt le prince de Bade, sortait de l'histoire, et avec lui disparaissait la monarchie allemande. Après un départ qui ressemblait autant à une fuite, rien ni personne ne pourrait plus la sauver. Elle s'était tout simplement éteinte.

Ce départ en catimini, cet effondrement silencieux de la monarchie auraient bientôt des conséquences énormes. Ils allaient déposséder les classes supé-

rieures allemandes de leurs traditions et de leur cadre légitime ; ils allaient donner à la contre-révolution un caractère désespéré et nihiliste que n'aurait pas eu un mouvement restaurationniste ; ils laissaient un vide que comblerait Hitler. Mais, sur le moment, en ces journées des 9 et 10 novembre, ce que faisait ou ne faisait pas Guillaume II avait perdu toute portée. Qu'il abdique ou non, qu'il reste à Spa ou s'en aille en Hollande, rien de tout cela, depuis le matin du 9, depuis que les ouvriers de Berlin s'étaient mis en mouvement et que les troupes s'étaient rangées aux côtés du SPD, ne pouvait influencer sur le cours des choses. Le défenseur de l'ordre ancien n'était plus le Kaiser, mais Ebert. Et, en cet après-midi du 9 novembre, Ebert, contrairement au prince Max le matin, n'avait plus le loisir de s'inquiéter de l'empereur. Il avait bien d'autres soucis. La révolution menaçait de le submerger aussi.